



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 20 décembre 2011

Unité Territoriale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège
Subdivision ENV2

Affaire suivie par : *Caroline CESCO*
N/Réf. : CC/2011/999

Téléphone : 05 61 15 39 83
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : caroline.cescon@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Demande d'Enregistrement au titre de la rubrique 1511 – société STEF MIDI-PYRÉNÉES
LIMOUSIN sur le territoire de la commune de Villeneuve lès Bouloc

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Conformément à l'article R.512-46-16, Monsieur le Préfet de Haute-Garonne a transmis par bordereau du 17 novembre 2011 à l'Inspection des Installations Classées les avis des conseils municipaux et les observations du public dans le cadre de la demande d'enregistrement reçue le 30 juin 2011 de la part de la société STEF MIDI-PYRÉNÉES LIMOUSIN à Villeneuve lès Bouloc, ayant pour l'objet l'extension d'un entrepôt de stockage de produits alimentaires surgelés, site déjà autorisé par un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 7 février 2011.

Conformément aux articles R 512-46-2 et R512-33, la modification a été jugée non substantielle et la procédure d'enregistrement a été suivie. Au final, l'examen du dossier et le déroulement de la procédure conduisent à proposer un arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 février 2011. Conformément aux articles R 512-46-17 et R 512-31, ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire doit, à l'issue de la consultation du demandeur, faire l'objet d'un avis du CODERST.

I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

I.1 - Le demandeur

Raison sociale	: STEF MIDI-PYRÉNÉES LIMOUSIN
Siège social	: 93 Boulevard MALESHERBES – 75008 PARIS
Adresse du site	: 4 avenue des Tuileries – Eurocentre à Villeneuve lès Bouloc
Statut juridique	: SAS
N° SIRET	: 500 890 983
Code APE	: 52.10 A
Nom et qualité du demandeur	: Sébastien PRIEUR
Interlocuteur pour le dossier	: Alain GEORGES

I.2 - L'historique du site

La société STEF-TFE est spécialisée dans la logistique sous température dirigée. La société est actuellement implantée à Colomiers.

L'exploitant est en cours de transfert de ces activités sur une nouvelle plateforme logistique à Villeneuve lès Bouloc. La plateforme logistique, en cours de construction, comprendra un bâtiment divisé en 2 cellules de stockage ainsi que des locaux techniques, administratifs et sociaux.

Il n'y aura pas d'activité de transformation des produits dans l'entrepôt, les seules opérations réalisées étant des opérations de logistique : déconditionnement, stockage, picking et expédition. Les produits stockés seront exclusivement des produits finis alimentaires surgelés à destination des grandes et moyennes surfaces des alentours.

L'effectif présent sera de 56 personnes, 6 jours sur 7. Les horaires seront de 5 h à 20 h.

Le chiffre d'affaires de la société en 2008 était de 2081 millions d'euros avec un résultat net de 40,5 millions d'euros. Le futur site sera implanté sur un terrain appartenant à la société.

Cette nouvelle implantation a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 février 2011 selon le classement suivant :

Rubrique	Emploi d'ammoniac (1136.B.b)	Entrepôt frigorifique (1511.3)	Tour Aéroréfrigérante (2921.2)	Atelier de charge accumulateurs (2925)
Classement	A	DC	D	D
Volume activité	2 800 kg	48665 m ³	1 TAR	> 50 kW

L'entrepôt autorisé comprendra :

- cellule 1 : chambre froide négative (-25 °C) de 2 992 m² en rez-de-chaussée et 1304 m² en mezzanine ;
- cellule 2 : chambre froide négative de 1 257 m².

II - OBJET DE LA DEMANDE

II.1 - Le projet

La demande porte sur l'augmentation de la surface de la cellule 2 (de 1 257 m² à 2 992 m²) qui entraîne un classement global du site sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique 1511. Ce projet s'accompagne d'une augmentation des quantités d'ammoniac employées de 2,8 tonnes à 3,475 tonnes et l'ajout d'une tour aéroréfrigérante. Toutefois, ces deux dernières modifications n'affectent pas le classement du site.

Le nouveau classement du site sera le suivant :

Rubrique	Emploi d'ammoniac (1136.B.b)	Entrepôt frigorifique (1511.2)	Tour Aéroréfrigérante (2921.2)	Atelier de charge accumulateurs (2925)
Classement	A	E	D	D
Volume activité	3 475 kg	68 820 m ³	2 TAR	> 50 kW

II.2 - Le site d'implantation

L'établissement est situé sur les parcelles n° 819, 822, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 843 et 845 à 850 de la section cadastrale D de la commune de Villeneuve lès Bouloc.

Le projet est situé sur la zone S1 du règlement PAZ de la zone Eurocentre. L'extrait du règlement précise que la zone est destinée à recevoir des entreprises compatibles avec la vocation du parc logistique de la zone Eurocentre. Les installations classées pour la protection de l'environnement y sont autorisées.

Le site n'est pas en zone inondable.

Il n'est pas situé dans des zones de protection réglementée (ZNIEFF, ZICO, Natura 2000, site classé ou inscrit) et n'est soumis à aucune servitude par rapport aux lignes électriques, aux canalisations de gaz et aux voies de circulation.

Les voies d'accès sont :

- l'autoroute A62 qui relie Toulouse à Bordeaux qui passe à environ 300m à l'est du site avec la sortie « Eurocentre » ;
- la RN 20 qui relie Toulouse à Paris qui passe à environ 1 km à l'ouest du site ;
- les voies de desserte de la zone Eurocentre.

Les premières habitations sont situées à 800 m de l'établissement.

Le site est implanté sur une parcelle de 81 148 m², il est bordé :

- au nord par une voirie (avenue des Tuileries) et le futur restaurant de la zone;
- à l'ouest par la zone naturelle ND de la ZAC;
- au sud par des sociétés et la gare de péage;
- à l'est par l'autoroute A62.

L'implantation du site est représentée sur le plan joint en annexe du projet d'arrêté préfectoral.

II.3 - Usage futur proposé (article R 512-46-4 du code de l'environnement)

L'exploitant propose un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.

Cette proposition a été validée par la mairie de Villeneuve lès Bouloc par courrier du 10 novembre 2009 transmis dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation d'exploiter et présenté en annexe du dossier d'enregistrement.

III - CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des communes de Villeneuve lès Bouloc, Castelnau-d'Estretfonds, Saint-Sauveur et Saint-Jory, comprises dans un rayon de un kilomètre autour du périmètre de l'installation projetée, ont été consultés conformément aux dispositions de l'article R 512-46-11 du code de l'environnement.

Le conseil municipal de Villeneuve lès Bouloc a donné un avis favorable sous réserve que les dispositions prises pour la protection de l'environnement et la prévention des risques soient effectives à la mise en exploitation du site et conformes à la réglementation en vigueur et maintenues en état.

Les autres conseils municipaux n'ont pas fait connaître leur avis dans le délai imparti, fixé au 31 octobre 2011 conformément aux dispositions de l'article R 512-46-11.

IV - OBSERVATIONS DU PUBLIC

La demande a été portée à la connaissance du public du 19 septembre au 17 octobre 2011 à la mairie de Villeneuve lès Bouloc.

Les avis au public par voie de presse ont été publiés le 1^{er} septembre 2011 dans la Dépêche du Midi et le 2 septembre 2011 dans l'Opinion Indépendante.

La demande a également été mise en ligne sur le site Internet de la Préfecture de la Haute-Garonne.

Aucune observation n'a été transmise par courriel ou portée sur le registre.

V - ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

V.1 - Justification de l'absence de basculement

Au regard des éléments du dossier, il est considéré que le projet d'extension objet de la demande d'enregistrement n'est pas susceptible d'avoir un impact notable sur l'environnement. Son lieu d'implantation ne présente pas une sensibilité environnementale particulière et il n'aura pas d'impacts cumulatifs avec ceux d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux portés à la connaissance de l'inspection et situé à proximité de cette zone. En outre, l'exploitant n'a fait aucune demande d'aménagement aux prescriptions générales définies par l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

De plus, les éléments présentés dans le dossier relatifs à l'augmentation de la quantité d'ammoniac utilisée sur le site dans le cadre de cette extension ne montrent pas d'augmentation des risques en cas de phénomène accidentel sur les installations de refroidissement par rapport à l'étude de dangers présentée dans le dossier de demande d'autorisation initial. En effet, les installations d'extraction (utilisées en cas de rejet accidentel) ont été dimensionnées pour la nouvelle taille des installations (débit d'extraction augmenté et hauteur de rejet augmentée également).

Au vu du dossier de demande, de l'avis des conseils municipaux intéressés et de l'absence d'observations du public, le projet déposé par la société STEF MIDI-PYRÉNÉES LIMOUSIN ne nécessite donc pas de basculement vers une procédure d'autorisation.

V.2 - Compatibilité avec la procédure Enregistrement

V.2.1 - Examen de la conformité du projet avec l'arrêté de prescriptions générales

L'exploitant a justifié que son projet respecte l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 pour la nouvelle chambre froide du site. En ce qui concerne la première chambre froide, présente dans le dossier de demande d'autorisation pour lequel l'exploitant a reçu un arrêté préfectoral d'autorisation daté du 7 février 2011, le respect des prescriptions générales de la rubrique 1511 était déjà imposé.

V.2.2 - Compatibilité avec l'affectation des sols, des plans et programmes

Cette installation est soumise à autorisation et la procédure d'autorisation a déjà vérifié ces dispositions.

V.2.3 - Modifications sur les installations existantes

L'extension de la deuxième chambre froide entraîne, outre le passage au régime de l'enregistrement pour cette installation, des modifications sur le reste du site. En effet, la production de froid nécessaire aux deux chambres froides implique une augmentation des capacités de l'installation d'ammoniac frigorifique. Dans son dossier, l'exploitant a donc réalisé de nouvelles modélisations des phénomènes dangereux de dispersion atmosphérique d'ammoniac et de flux thermiques associés à l'incendie de la deuxième chambre froide.

- **Phénomènes dangereux liés à la dispersion d'ammoniac**

Le dossier présente différents phénomènes dangereux de fuite d'ammoniac depuis les installations frigorifiques. L'estimation du débit d'ammoniac rejeté a été réalisée à l'aide du guide « installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac » de l'Association Française du Froid (AFF). L'ammoniac rejeté dans la salle des machines est envoyé à l'atmosphère via un extracteur d'un débit d'environ 5200 m³/h installé en toiture. La modélisation de ce rejet montre l'absence de zones d'effet toxique à l'extérieur du site.

- **Phénomène dangereux lié à l'incendie de la deuxième chambre froide**

Les 2 chambres froides sont séparées entre elles par un mur coupe-feu 2 heures et séparées des locaux adjacents (salle des machines, locaux techniques) également par des murs coupe-feu 2 heures. Les modélisations sont réalisées à l'aide du logiciel Flumilog. Les flux thermiques provenant d'un incendie d'une des chambres froides ou d'un incendie généralisé sont contenus dans les limites de propriété.

V.2.4 - Analyse des avis et observations émises lors de la consultation

Le projet n'a reçu aucun avis défavorable. Seule la mairie de Villeneuve lès Bouloc a demandé que les dispositions prises pour la protection de l'environnement et la prévention des risques soient effectives à la mise en exploitation du site et conformes à la réglementation en vigueur et maintenues en état.

V.3 - Propositions de prescriptions complémentaires de l'inspection des installations classées

L'inspection des installations classées propose de reprendre l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 février 2011 en modifiant les points suivants afin de prendre en compte les augmentations de capacité liés à ce dossier. Les articles suivants sont donc modifiés :

- article 3 ajouté,
- article 4 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif à la liste des installations classées du site,
- article 16 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif aux textes réglementaires applicables au site,
- article 6.4.2 des prescriptions techniques annexées au projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'aménagement des cellules,

- article 7.2.1.1 des prescriptions techniques annexées au projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif au débit d'extraction de la salle de contrôle et à la hauteur de rejet.

VI - CONCLUSION

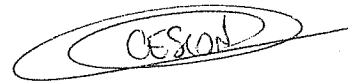
La société STEF MIDI-PYRÉNÉES LIMOUSIN a déposé une demande d'enregistrement pour l'extension d'un entrepôt frigorifique sur la commune de Villeneuve lès Bouloc.

Cette demande a été instruite conformément aux dispositions des articles R512-46-8 à R 512-46-17.

Le contexte (site déjà autorisé) nécessite que l'activité du site fasse l'objet de prescriptions complémentaires afin d'encadrer l'extension de la chambre froide, l'augmentation de la capacité de l'installation frigorifique à l'ammoniac et l'ajout d'une tour aéroréfrigérante.

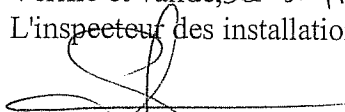
L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de soumettre, après consultation du demandeur conformément à l'article R 512-46-17, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint à l'avis des membres du CODERST.

L'inspecteur des installations classées,



Caroline CESCO

Vérifié et validé, le 20/12/11
L'inspecteur des installations classées



Séverine LONVAUD

